

Les subsides

peut-être revoir la structure de notre régime fiscal et accorder un dégrèvement quelconque à l'égard des prêts hypothécaires pour favoriser l'accroissement de fonds sur le marché hypothécaire.

Comme le ministre le sait, il ne peut y avoir de concurrence pour les prêts hypothécaires, non pas parce que les gens ne sont pas disposés à payer les taux d'intérêts, mais parce qu'ils ne sont pas admissibles aux prêts. Nous devons faire baisser les taux d'intérêts sur les hypothèques. Nous ne pouvons pas demander aux Canadiens de concurrencer pour les prêts hypothécaires en période d'inflation, quand la politique du gouvernement est de maintenir les intérêts à un niveau élevé. Il ne peut y avoir de concurrence sur le marché immobilier dans ces circonstances. C'est impossible. On ne peut concurrencer avec General Motors pour un fonds d'investissements. Le gouvernement doit s'en rendre compte et assurer une certaine protection aux acheteurs, s'il veut qu'il se construise des maisons au Canada. Il n'y a pas d'autre moyen.

Le gouvernement doit faire baisser le prix des maisons. Pourquoi ne pas accorder un dégrèvement fiscal sur les taux d'intérêts au-dessus de 8 p. 100?

● (1500)

Et les impôts? Pourquoi ne peut-on pas déduire nos taxes foncières dans le calcul de l'impôt fédéral sur le revenu pour faciliter l'acquisition d'une maison? Pourquoi ne pas pouvoir bénéficier de pareils avantages qui s'attaqueraient vraiment au problème fondamental, soit le coût des prêts hypothécaires.

La seule façon de faire baisser les prix de l'habitation dans notre pays, c'est d'accroître l'offre. Il faut qu'elle dépasse la demande. Les prix commenceront alors à baisser. Et les Canadiens pourront de nouveau se permettre d'acheter une maison.

Je rejette carrément l'idée selon laquelle dans un pays comme le Canada, une famille moyenne, jeune, ne peut espérer posséder un jour sa maison. C'est invraisemblable. Elle devrait pouvoir s'acheter une maison. La chose a toujours été possible sauf depuis quatre ou cinq ans. Si une personne était prête à épargner et à emprunter, elle pouvait acquérir une maison. Aujourd'hui c'est impossible.

J'ai parlé tantôt de l'insécurité que les gens ressentent actuellement. Quelle en est la cause? Le système de valeurs qu'on leur a enseigné est en train de s'écrouler. Auparavant, on croyait dur comme fer qu'il suffisait de travailler fort pour acquérir une maison. Allez demander aux citoyens aujourd'hui, ceux de moins de 30 ans qui ont un revenu moyen, s'ils espèrent acquérir une maison. Ils n'entretiennent aucun espoir. La situation les décourage. Il n'était pas nécessaire qu'il en soit ainsi.

Que le ministre vienne suggérer que l'industrie du bâtiment se porte assez bien aujourd'hui, c'est la preuve qu'il se méprend totalement sur les sentiments du peuple canadien. La réalité lui échappe complètement. Je ne peux comprendre comment il peut faire le discours qu'il a prononcé cet après-midi. Le peuple canadien ne s'en contente plus.

Le député de Grenville-Carleton (M. Baker) a demandé quand le ministre va réunir les ministres. Il faut aller beaucoup plus loin. Il lui faudra, au cours des deux ou trois prochaines semaines, rencontrer à Ottawa les ministres des différentes provinces ainsi que les principaux prêteurs et constructeurs du Canada. Vous devriez vous réunir dans une salle et n'en sortir qu'après avoir résolu certains problèmes. Vous ne devez pas vous attendre à ce que les Canadiens supportent cette situation.

[M. Gillies.]

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Je regrette d'interrompre le député, mais il doit savoir qu'il doit s'adresser à la présidence et non au ministre.

M. Gillies: Je m'excuse, madame l'Orateur, mais cette question me tourmente beaucoup. Je pensais que Votre Honneur se levait pour me dire que mon temps de parole était presque écoulé.

Une voix: Vous êtes à court d'idées.

M. Gillies: Je ne suis pas à court d'idées. Cet après-midi, j'ai avancé une idée fondamentale, et j'espère que le gouvernement en tiendra compte; c'est qu'il faut bien admettre que ses programmes n'ont pas porté leurs fruits. La raison est que ces programmes sont censés s'appliquer dans un contexte économique où il y a compromis entre l'inflation et l'emploi, ce qui n'est plus le cas. C'est pourquoi ce genre de programme ne sera pas efficace.

Comme je l'ai dit il y a quelques instants, le ministre ne devrait pas songer à se rendre en Europe ni ailleurs. Il devrait rester à Ottawa, réunir les ministres des provinces ainsi que les représentants municipaux, les prêteurs et les constructeurs afin de résoudre le problème du logement et de procurer à nouveau des logements aux Canadiens.

[Français]

M. Serge Joyal (Maisonnette-Rosemont): Madame le président, je voudrais d'abord remercier l'honorable député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald), même si elle a quitté la Chambre, de la motion qu'elle a présentée cet après-midi, parce qu'elle nous donne l'occasion, à titre de Canadiens, de nous arrêter quelques heures sur un des sujets qui, non seulement a préoccupé au cours des derniers mois des hommes publics ainsi que des administrateurs municipaux et des hommes politiques provinciaux, mais également tous les contribuables, quels que soient leur fortune et l'intérêt qu'ils portent au domaine de l'habitation.

En effet, madame le président, j'ai été étonné de constater à la suite des discours des honorables députés de Kingston et les Îles et de Don Valley (M. Gillies) leur insistance au sujet de la mise en chantier des nouvelles habitations.

J'habite moi aussi, madame le président, comme l'honorable député de Don Valley, une circonscription urbaine où, malheureusement, le pourcentage de propriétaires est très réduit. Or, 90 p. 100 des citoyens qui habitent la circonscription fédérale de Maisonnette-Rosemont sont des locataires. De plus, 10 p. 100 des propriétaires vivent à l'extérieur de cette circonscription, de sorte que le problème d'habitation qu'on y rencontre ne se pose pas tout à l'intérieur des coordonnées ou des paramètres que les députés précédents ont bien voulu décrire. La moyenne des salaires de ces résidents, madame le président, est d'environ \$7,000 à \$8,000 par année. Il est donc bien évident qu'une partie de la population canadienne, quels que soient les taux d'intérêt, quelles que soient les subventions que le gouvernement peut accorder à l'achat d'une propriété, ne peut pas penser posséder sa propre maison.

D'ailleurs, madame le président, il ne faut pas croire, non plus, que c'est nécessairement l'objectif de tout citoyen canadien de posséder sa maison. Quand on veut habiter à l'intérieur d'un centre-ville, quand on veut habiter à l'intérieur d'une concentration urbaine à densité élevée, il est bien entendu, madame le président, qu'on ne peut pas morceler le terrain, de manière à ce que chacun des citoyens puisse posséder sa propre maison.